

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

AUGMENTATION DES PENSIONS DE RETRAITE À LA CHARGE DU BUDGET DE L'ÉTAT

Les nouveaux retraités à partir du 1^{er} janvier 2012 en sont privés

L'augmentation des pensions de retraite décidée par le gouvernement en décembre dernier — augmentation à la charge du budget de l'Etat — produit ses premières injustices : les nouveaux retraités à partir du 1^{er} janvier 2012 en sont privés. Incroyable, mais vrai ! Du jamais vu ! Aucun gouvernement au monde ne crée de telles injustices, inégalités et autres inepties. A moins que ce ne soit un appel des pouvoirs publics en direction des nouveaux retraités pour les inciter à sortir dans la rue afin de manifester et revendiquer le bénéfice des mêmes augmentations ?

Le problème, c'est que la loi de finances complémentaires 2012 est passée par là : le gouvernement a bloqué toutes les issues. Faudra-t-il attendre la loi de finances 2013 ? Quand, l'automne dernier, pendant des semaines, le gouvernement évoquait une mesure exceptionnelle en faveur des retraités, cela signifiait en fait uniquement pour les retraités actuels. Quelle tromperie ! Parmi les injustices d'une telle décision : à un jour d'intervalle, un salarié parti à la retraite le 31 décembre 2011, et un autre salarié retraité le 1^{er} janvier 2012, tous les deux ayant travaillé dans le même organisme, ayant le même salaire et ayant cumulé le même nombre d'années de cotisations pour la retraite, se retrouveront avec plus de 10 000 DA (au moins) de différence dans leur pension de

retraite. C'est très grave que le gouvernement ait pris une pareille mesure : une retraite à plusieurs vitesses ? Nous reproduisons ci-dessous l'extrait de la loi de finances complémentaire pour 2012, extrait relatif à l'augmentation des pensions de retraite, loi parue au *Journal officiel* n° 08 du 15 février 2012.

Une loi de finances complémentaire pour 2012 qui crée des injustices et de profondes inégalités

L'ordonnance n°12-03 du 13 février 2012 portant loi de finances complémentaire pour 2012 précise dans son article 5 : «Les pensions et allocations de retraite du régime des salariés et des non-salariés liquidées antérieurement au 1^{er} janvier 2012 sont revalorisées, à titre exceptionnel, comme suit :

— de 30% pour les pensions et allocations de retraite dont le

montant net perçu est inférieur ou égal à 15 000 DA ;

— de 28% pour les pensions et allocations de retraite dont le montant net perçu est supérieur à 15 000 DA et inférieur à 20 000 DA ;

— de 26% pour les pensions et allocations de retraite dont le montant net perçu est égal ou supérieur à 20 000 DA et inférieur à 25 000 DA ;

— de 24% pour les pensions et allocations de retraite dont le montant net perçu est égal ou supérieur à 25 000 DA et inférieur à 30 000 DA ;

— de 22% pour les pensions et allocations de retraite dont le montant net perçu est égal ou supérieur à 30 000 DA et inférieur à 35 000 DA ; de 20% pour les pensions et allocations de retraite dont le montant net perçu est égal ou supérieur à 35 000 DA et inférieur à 40 000 DA ;

— de 15% pour les pensions et allocations de retraite dont le montant net perçu est égal ou supérieur à 40 000 DA.

Sans préjudice des dispositions législatives en vigueur, le montant mensuel minimum de la pension de retraite directe et de la pension de retraite principale de réversion des ayants droit, ainsi que le montant mensuel minimum de la pension de retraite de réversion de la veuve ayant droit seule, du régime des salariés et des non-salariés, est porté à 15 000 DA.

Le montant minimum des pensions de retraite cité à l'alinéa ci-dessus est applicable également aux pensions de retraite similaires liquidées à compter du 1^{er} janvier 2012. Les revalorisations exceptionnelles des pensions et allocations de retraite citées au premier alinéa ci-dessus et le différentiel entre le montant mensuel minimum

de la pension de retraite tel que prévu par le présent article et le montant minimum de la pension de retraite fixé au titre de la législation en vigueur relative à la retraite sont à la charge du budget de l'Etat». (Fin de citation de la loi de finances complémentaires pour 2012).

Comment les nouveaux retraités de 2012 vont-ils réagir ? Qu'en pense la FNTR ? Jusqu'à maintenant elle est restée étrangement silencieuse face à une telle injustice. Et les autres associations de retraités ? Nous invitons nos lecteurs à nous faire part de leur avis et de leurs commentaires. Le système de retraite algérien est basé sur le principe de la répartition et de la solidarité intergénérationnelle. Avec une décision aussi inique, le gouvernement vient de mettre à mal ce socle de la justice sociale.

Djilali Hadjadj

POINT DE VUE

«Les retraités ne comprennent pas pourquoi il y a un système d'augmentation à deux vitesses»

La dernière revalorisation des pensions de retraite, bien que salubre, n'en comporte pas moins des défaillances incompréhensibles dans le système de répartition des augmentations.

1^{ère} remarque : aucune référence n'a été faite à l'ancienneté des retraites alors qu'en deux décennies, le SNMG a été pratiquement multiplié par 3, passant de 6 000 à 18 000 DA. De ce fait, les anciennes retraites sont largement lésées notamment celles des cadres dont le salaire est indexé au SNMG. Jugez-en :

- un dont le salaire est fixé à 7 fois le SNMG en 1997 par exemple touchait 42 000 DA. Avec 15% d'augmentation celle-ci est de 6 300 DA. Par contre, un cadre sorti en retraite en 2009 ou en 2010 de même niveau qui touchait donc environ 100 000 DA a une augmentation de 15 000 DA. On peut déduire que plus la retraite est élevée, plus l'augmentation est élevée. Ceci nous amène à une 2^e défaillance. Le fait de figer les taux d'augmentation à 15% à partir de 40 000 DA est d'un archaïsme outrancier : imaginez qu'un retraité qui touchait 39 900 DA aura donc une augmentation de 7 980 DA alors que celui qui touchait 40 000 DA n'a qu'une augmentation de 6 000 DA.

De plus, les retraités ne comprennent pas pourquoi il y a un système d'augmentation à «deux vitesses» : palier de 2% par tranches de 5 000 DA pour les retraités allant de 15 000 à moins de 40 000 DA et un palier de 5% pour toutes les retraites supérieures ou égales à 40 000 DA.

Mais qu'est-ce qui empêche les décideurs de continuer avec le même palier à 2% toutes les tranches de 5 000 DA ou on aurait dans ce cas : 18% pour 40 000 DA et moins de 45 000 DA ; 16% pour 45 000 DA et moins de 50 000 DA ; 14% pour 50 000 DA et moins de 55 000 DA ; 12% pour 55 000 DA et moins de 60 000 DA. Et ainsi de suite on aura alors 2% pour plus de 85 000 DA, ce qui serait plus juste.

Mustapha Touabi

TÉMOIGNAGE

La non-validation des années de présalaires du calcul de la pension de retraite

Maintes fois j'ai voulu insérer dans votre rubrique «Le Soir Retraite» le fait réel dont je suis personnellement victime. En effet, j'ai soumis mon dossier de retraite à la CNR agence de la wilaya de Tizi Ouzou en juin 2011. Celui-ci avait été traité et une notification d'attribution d'une pension de retraite datée du 11/08/2011 m'a été adressée et sur laquelle une période de 4 années n'avait pas été validée.

La période en question concernait celle allant du 01/09/1970 au 30/06/1974, période durant laquelle j'ai effectué des études à l'Institut national des hydrocarbures et de la chimie (INHC) de Boumerdès et dont je détiens un certificat de présalaires. Un recours avait été introduit par mes soins en date du 15/09/2011 auprès du président de la commission locale de la CNR de Tizi Ouzou, lequel avait été rejeté. La CNR avait motivé la non-validation de cette période sous le prétexte que les présalaires ne sont pas soumis aux cotisations d'assurance vieillesse. Par ailleurs, une correspondance dont je détiens une copie, adressée par la direction de la Cnas en réponse à M. le président de l'Association des anciens étudiants de l'INHC, stipule que les présalaires sont toujours soumis aux cotisations de sécurité sociale pour l'ensemble des risques y compris la retraite.

D'anciens étudiants ont pu faire valoir leurs droits après avoir recouru à la justice. En première instance un jugement n°02580/10 du 22/09/2010

avait été rendu en faveur d'un retraité par le tribunal de Tizi Ouzou, section sociale. La CNR avait fait appel et ainsi un arrêt n°03386/10 du 20/02/2011 avait été rendu une seconde fois en faveur du retraité par la cour de la même localité.

Enfin, cet arrêt est revêtu de la mention exécutoire devenant ainsi définitif et notifié à la CNR. Malgré cela, la CNR avait fait un pourvoi en cassation près la Cour suprême, mais heureusement ce pourvoi n'est pas suspensif, donc la CNR doit obligatoirement exécuter (payer) en attendant que la Cour suprême vérifie l'application de la loi. La CNR a obtempéré en payant bien sûr le retraité à compter de la date de départ en retraite du demandeur.

«Je lance un appel...»

S'agissant de mon cas, pourquoi la CNR n'a pas payé tout simplement ? Sans recourir à la justice, donc en m'évitant une perte de temps, des frais inutiles ainsi qu'à occuper mon esprit par des procédures et des documents. La CNR oublie peut-être que deux décisions différentes ne peuvent être rendues pour deux cas similaires, ignorant ainsi la jurisprudence. Donc je suis en attente du traitement de mon recours adressé à la commission nationale pour m'adresser à la justice moi aussi car sans épuiser toutes les voies de recours, l'action en justice est rejetée dans la forme. Considérant que les pratiques entreprises par

la CNR présentent un caractère abusif à l'égard de l'ensemble des retraités auxquels elle (CNR) n'a pas validé leurs périodes d'études à l'INHC de Boumerdès, je lance un appel à travers la rubrique «Soir Retraite» à l'ensemble des concernés : CNR, M. le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, M. le président de l'association des anciens étudiants de l'INHC de Boumerdès, ainsi que les anciens étudiants de cette dernière à s'accorder en vue d'un dénouement définitif à cette situation qui continue à fatiguer les vieux retraités alors qu'ils sont déjà épuisés par tant de difficultés d'avant leur départ en retraite.

La retraite doit être vécue dans un environnement offrant toutes les facilités et cela n'est possible que si les responsables prennent des décisions d'une manière objective, légale et humaine car nous ne devons pas oublier que tout homme actif aujourd'hui est appelé à devenir retraité demain donc il sera victime des mêmes dénis et offenses, et ce, d'une façon plus prononcée étant donné que la sagesse et la clairvoyance sont en déclin. De ce fait, le pauvre retraité, espérant enfin se reposer après une longue vie professionnelle pleine d'endurance, se voit contraint à s'encombrer d'une multitude de documents, de complexes procédures qui engendrent des frais dont il ne peut s'acquitter.

M. M. O. Annane, retraité, écrivain public, Azazga, wilaya de Tizi Ouzou